

Demande déposée le 04 janvier 2024 - Complétée le :		N°DP 11076 24 00003
Par :	Monsieur Yohan AGARD	Surface de plancher : m²
Demeurant à :	24 allée des Bouleaux 11400 CASTELNAUDARY	
Représenté par :		<u>Destination</u> : Pose d'une pergola accolée à la maison.
Pour :	Travaux sur construction existante	
Sur un terrain sis à :	24 allée des Bouleaux 11400 CASTELNAUDARY	
Références cadastrales :	BC 592	

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée, affichée le : 5 janvier 2024,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Décret n° 2016-6 du 6 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application des droits des sols et à la fiscalité associée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 janvier 2018 (Zone U3b), modifié le 15 avril 2019 et le 28 mars 2023,

Vu l'arrêté Préfectoral approuvé le 30/11/2010 et modifié le 21/08/2012 portant approbation du plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I) du bassin versant du Fresquel, sur la commune de Castelnaudary (zones : Ri1 et Ri2),

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service Prévention des Risques et Sécurité Routière, en date du 2 février 2024 (**Annexe 1**),

Considérant :

- Le projet consistant en la pose d'une pergola bioclimatique, accolée à la maison.
- L'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service Prévention des Risques et Sécurité Routière, en date du 2 février 2024.

.... ARRETE

ARTICLE UNIQUE : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à Castelnaudary, le 2 février 2024,

Le Maire Adjoint Délégué,



François DEMANGEOT

Certifiée exécutoire
Par réception de Préfecture
Le :
Et par publication
Le :
Et par notification
Le :

AFFICHAGE LE

02 FEV. 2024

Notification du présent arrêté à :
M. Yohan AGARD
Le : 2 février 2024
Signature de l'intéressé(e),



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

LE (OU LES) DEMANDEUR (S) PEUT (VENT) CONTESTER LA LEGALITE DE LA DECISION DANS LES DEUX MOIS QUI SUIVENT LA DATE DE SA NOTIFICATION.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux par courrier ou via l'application télé recours accessible sur : www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DUREE DE VALIDITE DU PERMIS :

Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'urbanisme modifié par le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s) ou à la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même, si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 modifié par le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

LE (OU LES) BENEFICIAIRE(S) DU PERMIS/DE LA DECLARATION PREALABLE PEUT COMMENCER LES TRAVAUX APRES AVOIR :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

ATTENTION : L'AUTORISATION N'EST DEFINITIVE QU'EN L'ABSENCE DE RECOURS OU DE RETRAIT :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

DROIT DES TIERS : L'autorisation a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

LES OBLIGATIONS DU (OU DES) BENEFICIAIRE(S) DE L'AUTORISATION : Il doit souscrire une assurance dommages-ouvrages dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du Code des assurances.

Il doit également adresser au Maire, une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal ou contre décharge. Le modèle de CERFA n° 13408 est disponible en mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <https://www.service-public.fr>

Carcassonne, le 2 février 2024

SRISC/UPRNT
Affaire suivie par : Marjorie RABASSE
Tél : 04 68 10 31 28
marjorie.rabasse@aude.gouv.fr

le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer

à

Communauté de Communes
Castelnaudary Lauragais Audois
Service Pôle ADS
40, avenue du 8 mai 1945 - BP 1161
11492 CASTELNAUDARY CEDEX

Réf : 24.017

SYNTHESE DES DONNEES

Commune : CASTELNAUDARY

Demande de :

- ☐ Certificat d'urbanisme
- ☐ Permis de construire/lotir
- ☒ Déclaration préalable
- ☐ Autre opération

N° de dossier : 011 076 24 00003

Pétitionnaire : Yohan AGARD

Type d'opération : Installation d'une pergola.

Parcelle cadastrée : Section : BC Numéro : 592

Cours d'eau concerné(s) : Fresquel

Aléa établi à partir:

- ☐ D'une lecture directe (PPR, Repères de crue)
- ☒ D'une étude hydraulique (Bureau d'étude)
- ☐ D'une lecture de l'hydromorphologie, enquête de terrain
- ☐ D'une simulation hydraulique (logiciel filaire, régime uniforme)

Données topographiques du projet :

- ☐ fournies par le pétitionnaire
- ☐ à partir de la photogrammétrie disponible
- ☐ à partir des données IGN

Situation du projet:

- ☐ hors zone inondable connue ou recensée à ce jour
- ☒ en zone inondable
 - ☐ aléa fort
 - ☐ aléa modéré
 - ☐ aléa indifférencié
 - ☐ aléa hydrogéomorphologique
- ☐ derrière la digue

DONNEES HYDRAULIQUES DU PROJET

- Niveau du terrain naturel : m NGF
- Niveau de la crue de référence : m NGF
- Hauteur de submersion : m

AVIS HYDRAULIQUE**En vertu :**

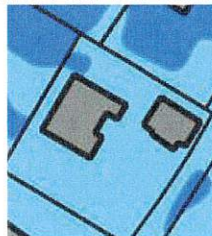
- ☒ du R111-2 du code de l'urbanisme
- ☐ du PPRI appliqué par anticipation en date du :
- ☐ du PPRI approuvé par arrêté en date du :
- ☐ du PSS
- ☐ du R111-3

AVIS :

La parcelle BC 592 à Castelnaudary est concernée par le risque inondation.

Le PPRI du bassin du Fresquel est en cours de révision. Les études techniques sont suffisamment avancées pour leur prise en compte pour l'instruction des demandes d'urbanisme.

Cette parcelle se situe en aléa modéré sur les nouvelles cartes d'aléas.



Il n'existe pas de prescription pour les pergolas bioclimatiques. Cependant, celle-ci devra être correctement arrimée au sol afin de ne pas constituer un embâcle et de ne pas provoquer de dégâts aux enjeux alentours en cas d'inondation.

LE PROJET TEL QU'IL EST PRÉSENTÉ REÇOIT L'AVIS SUIVANT:

☐ Défavorable

☒ Favorable

☐ Avec prescriptions

☐ Sans prescription

La Responsable de l'Unité Prévention des Risques
Naturels et Technologiques,



Marjorie RABASSE